République de Roumanie: demande d'adhésion à l'Union européenne

2005/2028(INI) - 30/03/2005

La commission a adopté le rapport d'initiative de M. Pierre MOSCOVICI (PSE, FR) sur la demande de la Roumanie de devenir membre de l'Union européenne. Le rapport loue les réformes introduites en Roumanie et les engagements supplémentaires pris par le nouveau gouvernement au pouvoir, tels que le renforcement de la liberté de la presse, les améliorations dans les écoles et la participation à la «Décennie de l'intégration des Roms», mais attire aussi l'attention sur les graves lacunes qui doivent être réglées. Il s'agit de la nécessité de la mise en œuvre effective des réformes administratives et judiciaires, de la nécessité de poursuivre la lutte contre la corruption, en particulier contre la corruption à haut niveau, de l'éradication de toute forme de violence et de discrimination à l'égard des groupes minoritaires, de l'amélioration de la situation des malades soignés dans les hôpitaux psychiatriques, de contrôles des frontières plus efficaces, d'une application plus correcte de la législation sur les aides d'État et du renforcement de la protection de l'environnement.

Les députés vont continuer à suivre étroitement le processus qui conduira à l'adhésion de la Roumanie et demandent que la Commission les tienne régulièrement informés du respect par les autorités roumaines des engagements pris. Ils attirent également l'attention sur le fait que l'éventualité du recours aux clauses de sauvegarde ne devrait pas être perçue comme une sanction, mais comme un mécanisme destiné à donner à la Roumanie le temps nécessaire pour se préparer à intégrer le marché intérieur «sans heurts, ni pour elle, ni pour les politiques communautaires».

Enfin, le rapport encourage les autorités roumaines et les ONG à lancer une campagne d'information publique sur les avantages et les obligations découlant de l'adhésion. Il invite simultanément la Commission à prévoir des moyens appropriés pour les campagnes d'information afin d'améliorer la connaissance de l'opinion publique à propos de l'adhésion de la Roumanie.